



Table des matières

1		
1	OBJET DE L'ENQUETE	3
1.1	Le contexte de l'enquête.....	3
1.2	La nature de la demande / L'objet de l'enquête :.....	3
1.3	Références légales et réglementaires des enquêtes parcellaires.....	4
2	CONTENU DE L'ENQUETE.....	4
3	LA PREPARATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE.....	5
3.1	Préparation et publicité de l'enquête	5
3.2	Le dossier d'enquête.....	5
3.3	Déroulement	6
3.4	Observations des propriétaires.....	6
4	ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	7
4.1	Observations relevant des compétences de la Société CSNE :	7
4.2	- Observations relevant des compétences conjointes de la Société CSNE et du Conseil Départemental de l'Oise :	9
4.3	- Observations relevant des compétences du Département de l'Oise	9
4.4	- Analyse générale du commissaire enquêteur.....	10
5	AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	12

1 OBJET DE L'ENQUETE

1.1 Le contexte de l'enquête

Le Canal Seine Nord Europe (CSNE) est un projet européen pour le report modal vers le fluvial, résultant d'une décision d'exécution du 27 juin 2019 parue au Journal Officiel de l'Union Européenne.

La réalisation du CSNE a été confiée à un établissement public local, « la Société du Canal Seine Nord Europe » (SCNSE) créé en 2017, avec un financement du projet par :

- L'Europe,
- L'Etat Français,
- La Région Hauts de France
- Les Départements de la Somme, du Nord, du Pas de Calais et de l'Oise.

1.2 La nature de la demande / L'objet de l'enquête :

Afin de réaliser les travaux d'aménagement du Canal, la Société du Canal doit maîtriser le foncier et devenir propriétaire des terrains concernés par la réalisation du projet et les travaux connexes nécessaires ou des transferts de gestion pour les parcelles relevant du domaine public.

A la suite de la « Déclaration d'Utilité Publique » (DUP) intervenue en 2008, les procédures suivantes doivent être menées à bien, pour permettre à la Société du Canal Seine Nord Europe de s'assurer la maîtrise foncière des terrains concernés :

- Enquête parcellaire pour identifier les propriétaires et les parcelles concernées par le projet.
- Arrêté de cessibilité préfectoral identifiant les parcelles officiellement cessibles,
- Ordonnance d'expropriation pour les parcelles relevant du domaine privé,
- Convention de transfert de gestion en cours pour les parcelles relevant du domaine public.

Dans le secteur 2 (PASSEL à ALLAINES), toutes les parcelles ont fait l'objet :

- D'un transfert de propriétés privées à la SCSNE suite à l'arrêtés de cessibilité du 20 janvier 2023,
- D'une demande d'arrêtés de prise de possession anticipé pour les parcelles en AFAFE,
- De transferts de gestion en cours, pour les parcelles du domaine public.

La SCSNE est juridiquement propriétaire de l'emprise du secteur 2, suite à l'enquête N° 1 réalisée du 2 au 26 novembre 2021.

Cette enquête parcellaire fait suite à l'enquête parcellaire précédente sur le secteur 2 réalisée du 2 novembre au 26 novembre 2021 qui correspondait à des emprises à maîtriser après études de niveau AVP.

Cette seconde enquête porte sur de nouvelles emprises identifiées après études complémentaires

Les aménagements essentiels justifiant les principales extensions d'emprises incluses dans cette seconde enquête parcellaire sur le secteur 2 sont les suivants :

- Déviation de la voie ferrée à l'entrée sud de Noyon,
- Création du port intérieur de Sermaize- Catigny,
- Dépôts de matériaux durant la phase de chantier,
- Rétablissements routiers, notamment aux niveaux de la mise à deux fois deux voies du RD 1032, du raccordement avec la RD Noyon- Roye et des accès au port intérieur de Sermaize- Catigny.

1.3 Références légales et règlementaires des enquêtes parcellaires

L'objet, le contenu et les modalités d'organisation des enquêtes parcellaires sont définis dans les articles suivants

- Articles L.131-1 et R.131-1 et suivants du code de l'expropriation
- Article R.131-3 du code de l'expropriation pour cause d'Utilité Publique, au profit de l'Etat représenté par la Société Du Canal Seine Nord Europe, définissant le contenu du dossier de demande d'ouverture d'une enquête parcellaire adressé à la Préfecture du Département composé de la localisation des parcelles concernées ;

2 CONTENU DE L'ENQUETE

La présente enquête concerne 332 parcelles couvrant une superficie de 2 473 308 m².

Ces 332 parcelles sont actuellement en propriété de 7 entités différentes : le Conseil Départemental (46 parcelles), 11 communes (61 parcelles), des associations foncières (4 parcelles), des propriétaires privés (194 parcelles), Voies Navigables de France (7 parcelles), l'Etat (16 parcelles) et la SNCF (11 parcelles).

L'ensemble de ces 332 parcelles sont réparties de la façon suivante sur les 14 communes concernées du secteur 2.

Communes	CD 60	Communes	Asso foncière - SAFER	Privés	VNF	Etat	SNCF	TOTAL
Beaulieu les Fontaines			1	4				5
Beaurains Les Noyon	5	6	2	18				31
Campagne	4	3		17	1			25
Catigny	3	6		29	1			39
Ecuville		2		19				21
Fretoy le Château	1			7				8
Lagny	2			3				5
Libermont		3		3	1			7
Noyon	3	3	1	5	2	2		16
Passel	11	2		7			1	21
Pont L'Eveque	5	3		18	2	14	10	52
Porquericourt	5	5		17				27
Sermaize	7	25		38				70
Vauchelles		3		9				12
Total général	46	61	4	194	7	16	11	339
Pourcentages	13,6%	18,0%	1,2%	57,2%	2,1%	4,7%	3,2%	100,0%

3 LA PREPARATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Préparation et publicité de l'enquête

L'enquête a été soigneusement préparée par la Société CSNE, avec notamment les deux réunions préparatoires, les

- Mercredi 19 avril 2023 à la préfecture de l'Oise à Beauvais consacrée à la préparation de l'enquête et
- Mercredi 24 mai 2023 à 9h00 au siège de la Société du Canal Seine Nord Europe à Compiègne, consacrée à la présentation du projet et aux justifications des extensions d'emprises prévues dans la présente enquête parcellaire.

La publicité a été assurée au moyen des deux dispositions prévues dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête du 28 avril 2023 :

- Avis dans la presse locale (Le Courrier Picard) le 30/05/2023 (8 jours avant l'ouverture de l'enquête) et le 13/06/2023 (dans les 8 premiers jours de l'enquête) Voir annexe 4 ;
- Affichage dans les 14 mairies concernées 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Cet affichage a été confirmé par les 14 certificats d'affichage des 14 communes concernées – Voir annexe 3 du rapport

L'ouverture de l'enquête a été notifiée aux 332 propriétaires concernés par courrier recommandé avec AR envoyés le 10 mai 2023. Cette notification a donné de bons résultats avec 308 retours des accusés de réception et 24 courriers non réclamés ou non réceptionnés.

Parmi ces 24 courriers, 8 ont fait l'objet d'un affichage en mairie et 16 autres sont constitués de plis avisés non réclamés.

3.2 Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête mis à disposition du public est composé des éléments suivants :

- L'état parcellaire des 339 parcelles concernées par l'enquête,
- Les plans parcellaires des 339 parcelles concernées,
- Note de présentation de l'enquête à l'intention des communes.

Les plans parcellaires des terrains et bâtiments établis par un géomètre-expert foncier, sur indication du maître d'ouvrage et en liaison avec le service du cadastre, fixent les limites et les nouvelles désignations cadastrales des parcelles issues de la division.

Les états parcellaires composés de la liste des propriétaires et des parcelles déterminées d'après les matrices cadastrales et des renseignements recueillis dans le service de la publicité foncière, les conservatoires des hypothèques ou par tous autres moyens.

Le dossier est conforme en nombre de pièces fournies.

Les plans parcellaires comportent une limite importante en l'absence du tracé du futur Canal SNE, permettant difficilement au public de comprendre les raisons pour lesquelles leurs

parcelles sont impactées par le canal. L'emprise de la DUP figure bien sur ces plans parcellaires.

Les documents complémentaires fournis par la Société du CSNE au commissaire enquêteur ne sont pas à la même échelle que les plans parcellaires et ne sont pas inclus dans le dossier d'enquête publique et donc pas à la disposition du public.

Ces documents ont toutefois permis au Commissaire enquêteur de répondre aux questions du public lors de ses permanences.

3.3 Déroulement de l'Enquête

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière d'enquêtes parcellaires.

Cette enquête s'est déroulée pendant 18 jours consécutifs au siège de l'enquête en mairie de Noyon, du 12/06/2023 au 29/06/2023 conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2023.

Le public avait la possibilité de formuler ses observations sur les différents supports suivants :

- Sur les registres d'enquête présents dans les 14 communes concernées,
- Oralement auprès du commissaire enquêteur lors de ses 3 permanences,
- Par courrier adressé au Commissaire enquêteur, dans l'une des 14 communes ; le maire étant invité à les joindre au registre d'enquête.

Le public avait la possibilité de consulter le dossier d'enquête complet dans les 3 communes où étaient organisées les permanences (Pont L'Evêque, Noyon et Catigny) et le dossier d'enquête de la seule commune concernée dans les 11 autres communes.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public lors de ses 3 permanences en mairie de Pont L'Evêque (12/06), Noyon (17/06) et Catigny (29/06).

Un seul incident est à mentionner dans l'organisation de la permanence en mairie de Noyon qui ne semblait pas informée de l'organisation de la venue du commissaire enquêteur à cette date. L'organisation de la permanence a néanmoins pu se tenir dans de bonnes conditions.

3.4 Observations des propriétaires

Nous avons recueilli 39 observations dont

- 36 sur les registres d'enquête à l'occasion des permanences du commissaire enquêteur et
- 3 par courrier du Conseil Départemental de l'Oise, en date du 20 juin 2023, de Madeleine ROBERT, domiciliée aux Sables d'Olonne en date du 14 juin 2023 et de Jean-Baptiste GERARD domicilié à Pont L'Evêque en date du 28 juin 2023.

SYNTHESE DES VISITES ET DES OBSERVATIONS

MODE DE PARTICIPATION	DATES DES PERMANENCES	FORMES DE PARTICIPATION	
		Visites	observations
Visites physiques aux permanences	première : 12/06/2023	8	15
	seconde : 17/06/2023	5	6
	troisième : 29/06/2023	8	15
		21	36
Observations sur le registre (en dehors des permanences)		0	
courriers postaux			3
TOTAL		21	39

Au total, 24 propriétaires privés et publics ont fait part d'observations sur 332 concernés, soit 7%.

4 ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Les 39 observations des propriétaires ont été regroupées selon les 3 catégories suivantes :

- Réponses relevant spécifiquement de la Société CSNE (22 observations),
- Réponses relevant conjointement de la SCSNE et du Département (CIAF et CDAF)
- Réponses relevant spécifiquement du Département (CIAF et CDAF).

4.1 Observations relevant des compétences de la Société CSNE :

22 observations relèvent de cette catégorie.

1. Transferts de propriété et modalités de compensation :

- **Dates et modalités de prise de possession anticipée des parcelles (3 observations)**

Les prises de possession anticipées concernent uniquement les parcelles intégrées dans les opérations d'aménagement AFAFE. Ces prises de possession anticipées, de même que les autorisations de sondages font l'objet de conventions préalables sur la base du protocole établi avec la chambre d'agriculture.

Les dates de prise de possession anticipées peuvent être différentes en fonction de l'avancement des travaux.

Les acquisitions directes ne donnent pas lieu à des prises de possession anticipées, mais à des transferts de propriété définitifs.

- **Calcul de l'indemnisation des propriétaires et des exploitants agricoles (3 observations),**

Les indemnités dues aux exploitants se cumulent avec les indemnités de cession pour les agriculteurs -exploitants. Les parcelles en bois ne donnent pas lieu à des indemnités de compensation d'exploitation.

Concernant les compensations des exploitants agricoles, les responsables agricoles ont sollicité la SCSNE et la SAFER pour engager la réattribution des réserves foncières constituées pour compenser les besoins du CSNE au profit des exploitants impactés par le foncier nécessaire à la réalisation du Canal.

- **Incidences des travaux sur les installations pré existantes ;**

Des réponses spécifiques ont été formulées à Félix CAUCHE, propriétaire sur la commune de Vauchelles et à Jean-Baptiste GERARD, propriétaire à Pont l'Evêque

- **Extension d'une vente directe à la totalité d'une parcelle :**

Les conditions dans lesquelles les reliquats des parcelles en emprises partielles pourront être acquis restent à déterminer par la SCSNE. La SCSNE prend note des demandes d'inclusion des reliquats de parcelles dans les acquisitions directes qui seront traitées au moment voulu.

- **Modalités de gestion des abattages d'arbres et du déboisement :**

Concernant des arbres sur des parcelles limitrophes à celles consacrées aux travaux du Canal et en limite de propriété, la SCSNE se réserve le droit de demander l'abattage des arbres si ceux-ci présentent un risque pour les travaux du canal.

Concernant le déboisement des parcelles en bois situées dans l'emprise du Canal, le principe privilégié est que la SCSNE assure le déboisement des parcelles qu'elle acquiert. Dans le cas où le propriétaire souhaiterait toutefois assurer le déboisement, la promesse de vente fixera le délai et prévoira des pénalités en cas de retard.

- **Demande d'échange de terres plutôt qu'une acquisition directe par la commune de Catigny :**

Pour le domaine public appartenant à la commune, il est **inaliénable** et par conséquent il ne peut pas faire l'objet d'une acquisition directe. La SCSNE demande le transfert de gestion et à terme, le nouveau réseau de voirie communale sera rétrocédé à la commune (souvent en lieu et en place du domaine public existant).

2. Identité des propriétaires :

L'origine de propriété des parcelles AB 204 – AB 205 en propriété du Conseil Départemental sera rectifiée, conformément aux indications fournies par le Département.

Les 3 demandes de rectifications de propriété, suite à des décès, entraîneront l'exclusion des parcelles concernées des demandes de cessibilité à la suite de l'enquête EP2 et leur inclusion dans la prochaine enquête complémentaire EP3.

3 Consistance des travaux :

- **Observation sur le tracé des rétablissements routiers, (M HARDIER à Beaurains Les Noyon)**

Les rétablissements routiers doivent tenir compte des référentiels routiers liés à la sécurité. Un rapprochement du rétablissement routier plus proche du canal aurait nécessité une emprise sur les terres agricoles plus importante.

- **Opposition à l'inclusion d'une parcelle dans l'emprise du CSNE, (M DHILLY à Catigny)**

Cet impact était déjà présent à l'EP1. Il s'agit d'une zone du rescindement du canal du Nord et une emprise pour les aménagements écologiques et de compensation hydraulique.

- **Justification des motifs d'acquisition par la SCSNE**

Réponses personnalisées et spécifiques à Hervé De ROUCY communes de LIBERMONT et à Jean-Baptiste GERARD- commune de PONT-L'EVEQUE.

- **Exclusion de parcelles des EP1 et/ou EP2 :**

Le retrait de certaines parcelles incluses dans l'EP1 et dans l'EP2 a été opéré, notamment à la suite des études de conception détaillée du projet qui se sont poursuivies depuis la préparation de la présente enquête parcellaire.

Il en ressort qu'un certain nombre de parcelles ne sont pas ou plus utiles pour la construction du CSNE (Communes de Sermaize, Catigny, Beaulieu les Fontaines et Lagny).

Dans la mesure du possible il aurait été souhaitable de retirer ces parcelles du dossier de l'enquête avant celle-ci.

4.2 - Observations relevant des compétences conjointes de la Société CSNE et du Conseil Départemental de l'Oise :

8 observations

- **Proposition de vente directe de parcelles incluses dans une AFAFE**

Ces parcelles sont incluses dans le périmètre de l'AFAFE, et par conséquent, la SCSNE ne peut pas les acquérir. Pour les parcelles incluses dans un périmètre AFAFE, il est prévu une compensation en nature des parcelles aux propriétaires par le biais de la procédure d'AFAFE.

- **Demande d'inclusion de la totalité d'une parcelle dans l'AFAFE.**

Ces demandes seront traitées par le Département dans le cadre de la procédure AFAFE.

4.3 - Observations relevant des compétences du Département de l'Oise

12 observations

- **Demande de compensation de terres agricoles avec localisation précise dans le cadre des AFAFE (10 observations)**

La SCSNE maître d'ouvrage des travaux du Canal n'a qu'un rôle de financeur de l'exécution d'opérations d'aménagement foncier et de travaux connexes (art. L123-24 du code rural et de la pêche maritime) et ne peut apporter de réponses qui ne relèvent pas de sa compétence. L'aménagement foncier est piloté par le Département avec la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIA), seul maître d'ouvrage de cet aménagement.

- **Classement des parcelles selon nature de l'occupation et la qualité agronomique des terres :**

Le principe d'attribution des terres dans le cadre des AFAFE est basé sur une équivalence en points en fonction de la qualité des terres. En cas de différence de qualité de sol entre les parcelles apportées et celles attribuées, il peut y avoir une différence de surface. Les modalités précises sont prévues par le Code Rural.

- **Vente de parcelles par un propriétaire en cours de procédure d'aménagement foncier (AFAFE) :**

La procédure d'AFAFE n'interdit pas, sous réserve d'informations et d'autorisations de la commission intercommunale d'aménagement foncier, la vente de parcelle pendant la procédure, y compris pour leurs parties situées dans les emprises.

4.4 - Analyse générale du commissaire enquêteur

En dehors des observations relatives à l'identification des propriétaires et de la justification des emprises du projet, les autres observations abordent des sujets ne relevant juridiquement pas des objectifs d'une enquête parcellaire. Elles ont, toutefois été analysées et traitées par le Commissaire enquêteur et ont fait l'objet de réponses de la Société du CSNE par souci de transparence et d'information des propriétaires concernés.

- **Composition du dossier d'enquête**

La principale observation du CE concerne la demande de faire apparaître le tracé du futur Canal SNE sur les plans parcellaires pour faciliter la compréhension des raisons de l'inclusion de leurs parcelles dans le périmètre du projet.

- **Définition des parcelles incluses dans le périmètre de l'EP2 :**

Deux modifications dans la liste des parcelles incluses dans l'enquête auraient permis une plus grande transparence vis-à-vis des propriétaires :

- Exclusion de l'enquête des parcelles retirées à la suite de l'enquête EP2, suite aux études de conception détaillée du projet qui se sont poursuivies depuis la préparation de la présente enquête parcellaire.
- Des projets de dépôts ont été déplacés en concertation avec la propriété agricole ; les nouvelles emprises sont incluses dans l'EP2. Le retrait dans l'EP2 des parcelles précédemment incluses dans l'emprise du projet initial aurait été judicieux.

Exemple de Sermaize, où des emprises rue de Noyon (actuelle RD91) sur des propriétés privées et l'emprise de l'ancien ilot n'ont pas été encore retiré des plans d'EP et figurent toujours sur les plans de l'enquête parcellaire. (Parcelles retirées de l'arrêté de cessibilité paru en février 2023 suite à la 1ère enquête parcellaire).

- **Identification des propriétaires et des parcelles et justification des emprises du projet :**

Les observations strictement limitées aux objectifs d'une enquête parcellaire sont celles relatives à l'identité des propriétaires qui ont été prises en compte par la Société CSNE.

L'autre volet d'une enquête parcellaire concerne la délimitation des parcelles concernées qui n'ont pas fait l'objet d'observations particulières.

Le troisième volet de cette enquête parcellaire concerne la justification par le Maître d'ouvrage des nouvelles emprises du projet incluses dans cette EP2 :

- La SCSNE a présenté et argumenté lors de la réunion du 24 mai 2023, les motifs de ces nouvelles emprises à la suite des études de conception détaillée du projet qui se sont poursuivies depuis la préparation de la présente enquête parcellaire.
- Les observations faites au sujet des justifications d'inclusions dans l'emprise du projet ont fait l'objet de réponses précises par la SCSNE.

- **Autres observations concernant la SCSNE :**

Les autres observations relatives aux modalités de transfert de propriété (Prise de possession anticipée, calcul des indemnités, extension d'une vente directe à la totalité d'une parcelle, modalités de gestion des abattages d'arbres et du déboisement...) relèvent souvent d'un manque d'information des propriétaires. Des informations plus détaillées lors des réunions et échanges préalables auraient pu éviter ces interrogations.

Un fichier sur le site de la SCSNE avec les questions- réponses les plus fréquentes à disposition des propriétaires pourraient être particulièrement utile.

Plusieurs observations concernant les indemnisations liées à des équipements et installations pré existantes particulières (exemple de la cabane de chasse de M DE ROUCY à Frestoy Le Château) ou la consistance des travaux avaient déjà été évoquées dans l'EP1 du secteur ou fait l'objet d'échanges entre la SCSNE et les propriétaires concernées. Elles devaient, dans plusieurs cas faire l'objet de nouveaux échanges avec les propriétaires qui auraient évités ces nouvelles observations.

Des réponses personnalisées aux propriétaires s'étant manifestés lors de cette enquête et/ou des prises de rendez-vous si nécessaires sont attendues des propriétaires à la suite de cette enquête.

- **Observations relatives aux AFAFE relevant des compétences du Département et de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIA)**

Ces 12 observations relèvent spécifiquement des compétences du Conseil Départemental, en tant que responsable de la mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier.

Il s'agit, pour l'essentiel de demandes spécifiques de localisation des compensations de terres agricoles dans le cadre des AFAFE

La SCSNE rappelle que pour la totalité des parcelles concernées, objet de cette enquête parcellaire qui se situent en périmètre d'aménagement foncier (AFAFE), c'est le Département

de l'Oise qui pilote l'aménagement foncier avec la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIA), seul maître d'ouvrage de cet aménagement.

Dans ses commentaires et avis, la SCSNE, a pris le soin de répondre à chacune des remarques déposées, soit en apportant une réponse globale lorsque la question posée présentait un intérêt général, soit de manière plus détaillée, lorsque la question posée était précise ou personnelle. La SCSNE a, par ailleurs annoncé son intention d'effectuer des réponses personnalisées aux propriétaires ayant effectuées des observations et reprendre contact avec ceux ayant effectué des demandes justifiant un échange direct.

Le projet ayant fait l'objet de trois décrets déclarant d'utilité Publique les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine Nord Europe et de ses aménagements connexes, il est évident que l'opération présente concrètement un caractère d'intérêt public.

Globalement, les propriétaires et exploitants agricoles étant intervenus au cours de cette enquête ne remettent pas en cause l'intérêt de l'opération, les observations formulées concernant les modalités de mise en œuvre des mutations foncières et des demandes d'information,

5 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Après

- Avoir constaté que toutes les dispositions réglementaires avaient été respectées dans la mise en œuvre et le déroulement de cette enquête prévues par le code de l'Expropriation,
- Avoir vérifié que les mesures d'information des propriétaires étaient conformes aux dispositions du Code de l'Expropriation,
- Avoir recueilli tous renseignements et explications techniques nécessaires auprès des responsables mandatés par le maître d'ouvrage, la SCSNE,
- Avoir pris connaissance des observations du Conseil Départemental de l'Oise,
- Avoir analysé le mémoire en réponse du maître d'ouvrage en retour de mon Procès-Verbal de synthèse,

Je prends acte

- Que chaque propriétaire, concerné par cette enquête parcellaire, a été contacté et a reçu notification exhaustive du projet par courrier recommandé avec AR,
- De la complétude du dossier d'enquête, conformément à l'article R.131-12 du Code de l'expropriation, prévoyant de joindre un extrait du plan parcellaire, un état parcellaire et une notice explicative à la notification,
- De l'identification et de la localisation précises sur le plan parcellaire, avant le début de l'enquête, des propriétaires et des parcelles devant être acquises en direct par la SCSNE ou faire l'objet d'une mise à disposition anticipée dans le cadre de l'opération foncière d'aménagement,
- De l'absence de contestation des propriétaires à propos des parcelles concernées, de leurs superficies et de leur localisation, ni de l'intérêt du projet de Canal SNE, les observations formulées concernant les modalités de mise en œuvre des mutations foncières et des demandes d'information,

- De ce que ces parcelles correspondent plus précisément aux stricts besoins nécessaires à la réalisation du projet, par rapport à la précédente enquête parcellaire.

**Sur la base des éléments rappelés dans le rapport et
dans les conclusions ci-dessus,**

**J'émet un avis favorable
à la déclaration de cessibilité en vue de l'acquisition et de l'aménagement des terrains
nécessaires à la réalisation du canal SNE sur le secteur 2**

Assorti des cinq recommandations ci-dessous :

Recommandation 1 :

Il est essentiel que la SCSNE réponde de façon directe et personnalisée aux propriétaires ayant formulé des observations au cours de cette enquête et prennent directement contact avec eux pour les demandes particulières le justifiant, en particulier lorsqu'elle s'est engagée à le faire.

Recommandation 2 :

En raison de bon nombre d'observations liées à une méconnaissance par les propriétaires des procédures liées aux mutations foncières et au fonctionnement des AFAFE, en particulier, des supports répondant aux questions récurrentes pourront utilement, être mis en place sur le site internet de la SCSNE.

Recommandation 3 :

Pour les prochaines enquêtes parcellaires complémentaires, proposer des plans parcellaires faisant apparaître le tracé du canal SNE.

Recommandation 4 :

Mettre effectivement en application les mesures indiquées dans le mémoire en réponse aux observations des propriétaires.

Recommandation 5 :

Dans les prochaines enquêtes parcellaires complémentaires éviter les inclusions de parcelles qui seraient ensuite retirées à la suite de l'enquête parcellaire.

Le commissaire enquêteur
Augustin FERTE

Vendredi 28 juillet 2023



Rapport remis à Monsieur Pascal GUILLON, Chargée de mission DUP à la Direction des Collectivités locales et des élections de la Préfecture de l'Oise